

La constitution

Des circonstances étranges entourent ce débat, et je tiens à profiter de mon intervention de ce soir pour dire à mes vis-à-vis que s'ils persistent dans leur attitude, ils vont diviser complètement ce pays.

Ce serait différent si le gouvernement avait un mandat pour ce faire ou si sa majorité composait une représentation équilibrée du pays; or, le gouvernement actuel n'a aucun mandat à cet égard. A l'occasion des récentes élections de 1980, tenues dans le genre d'un deuxième tour de scrutin, il n'a absolument pas été question d'affaires constitutionnelles. Cette campagne électorale faisait penser à une partie de cache-cache se déroulant selon les caprices des sondages de Goldfarb, et on veillait à ne pas trop montrer le chef du parti libéral. En 1979, de vastes régions du pays avaient contribué à chasser les libéraux du pouvoir à cause de l'impopularité grandissante du très honorable représentant. Ainsi voyons-nous un gouvernement sans aucun mandat, dont la majorité est concentrée dans les deux provinces centrales, profiter de sa majorité pour faire adopter de force une constitution par le Parlement, une manœuvre à laquelle s'opposent 64 p. 100 de la population canadienne et huit provinces dont, plus grave encore, les quatre provinces de l'Ouest et les deux territoires.

● (2050)

En fait, les deux territoires ne sont même pas mentionnés dans la constitution. Ils sont condamnés à l'oubli. Leur problème ce n'est pas de sortir de la confédération, mais d'y entrer. Le gouvernement va tenter de faire constitutionnaliser la suprématie de cette puissante région que constituent le Québec et l'Ontario dans le système politique canadien par le pouvoir de veto que confère la formule d'amendement de Victoria.

Vous comprendrez sans doute, monsieur l'Orateur, pourquoi le mécontentement de l'Ouest a progressé à pas de géant. Juste avant de venir à la Chambre ce soir, je lisais le journal de ma ville natale le *Brandon Sun*. La ville de Brandon et l'ouest du Manitoba n'ont jamais été le théâtre d'un mécontentement tel que celui qui, au début des années 30, a entouré la scission des partis et l'émergence du PSD en Saskatchewan et du Crédit social en Alberta. Mon petit patelin manitobain n'a jamais connu une telle poussée de mécontentement. Quand j'ai commencé à siéger à la Chambre, on disait que le sigle CCF signifiait «Crazy Canadian Farmers» «ou ces cultivateurs canadiens fous», car ce parti se réclamait de ce mouvement contestataire rural de l'Ouest.

Une voix: Et les Progressistes.

M. Dinsdale: Les Progressistes remontent à une époque antérieure aux années vingt. Je fais allusion ici aux années trente. Les Progressistes constituaient un parti dans les années vingt, si vous voulez que je les situe historiquement.

Jeudi soir dernier, à Brandon, quelque 750 personnes ont assisté à une réunion de West-Fed, au centre Keystone. Je m'estimerais chanceux si je parvenais à attirer une centaine de personnes à une réunion, monsieur l'Orateur.

M. MacLaren: C'est facile à comprendre.

M. Dinsdale: Je tiens à informer le député que même le premier ministre (M. Trudeau) qui se trouvait là-bas il y a deux semaines, n'a pas réussi à attirer un public aussi nombreux. Voici un extrait de l'article paru dans le *Brandon Sun*, le 27 février; je cite:

Au cours de son discours, M. Knutson a été interrompu à plusieurs reprises par des applaudissements enthousiastes de la foule, l'un des auditoires les plus nombreux qu'il soit parvenu à réunir selon lui depuis qu'il sillonne l'ouest du Canada un an après la fondation de West-Fed comme mouvement séparatiste.

Je tiens à faire savoir au député d'Etobicoke-Nord (M. MacLaren) qui vient du centre du Canada et qui ne comprend pas le sentiment d'aliénation qui règne dans l'ouest du Canada en ce moment, que ce que le gouvernement qu'il appuie . . .

M. MacLaren: Je suis de Vancouver!

M. Dinsdale: . . . projette par son initiative unilatérale pour imposer une constitution de force en dépit des protestations communes des quatre provinces, va contribuer tout spécialement à enraciner davantage l'aliénation de l'Ouest.

Je ne sais pas pourquoi le premier ministre agit ainsi. Il prévoit peut-être ce qui va arriver si sa constitution est adoptée grâce à la majorité de sièges qu'il détient dans le centre du Canada. Il se comporte déjà comme si le Canada était un État unitaire. Qu'arriverait-il si jamais le statut d'État unitaire était implanté de force dans la constitution? C'est à faire frémir!

Le grave déséquilibre actuel des forces provient du fait que des élections ont été précipitées six mois après que le peuple eut voté pour un changement. Il en est résulté l'inévitable, soit la division du pays en deux camps. Comme tous les députés le savent, aucun libéral n'a été élu à l'ouest de la rivière Rouge. Ce n'était pas la première fois que les libéraux appliquaient la formule «diviser pour régner». Le très hon. Mackenzie King s'en est aussi servi. Il a réussi à garder sa forteresse du Bas-Canada et du Haut-Canada pratiquement intacte pendant la majeure partie de son long règne.

Tout à l'heure, j'ai parlé de l'éclatement des partis qui est survenu dans les années 30. Un député, derrière moi, a alors demandé «Que dire des progressistes dans les années 20?» Si tous les partis formés de dissidents et de mécontents ont toujours vu le jour dans l'Ouest, ce n'est pas par un effet du hasard. Dans les années 20, 30 et 40, on pouvait jouer à ces jeux de dissidence politique sans menacer l'unité du pays en tant qu'État fédéral parce que la finance, l'industrie et la population étaient surtout concentrées dans le corridor Québec—Montréal—Toronto—Hamilton—Windsor. Il n'en est plus ainsi maintenant. Le pouvoir économique s'est déplacé vers les provinces de l'Ouest. Malheureusement, le pouvoir politique reste concentré en Ontario et au Québec. Par son geste unilatéral, le premier ministre, qui a changé les règles en plein milieu du jeu, s'assurera qu'il en sera toujours ainsi.

Ce n'est pas par pure coïncidence, par exemple, que dans cette attaque concertée contre l'Ouest, l'on appuie si fortement le Programme énergétique national, étant donné que cela permettra aux provinces centrales d'affaiblir la force économique de l'Ouest.

Le premier ministre agit unilatéralement en faisant jouer sa majorité qui lui vient du centre du Canada. Malheureusement, il jouit actuellement de l'appui de l'autre endroit, bien qu'il soit encourageant de constater que certains sénateurs importants ont dit qu'un geste unilatéral de ce genre était risqué. L'on se rend de plus en plus compte, en lisant les débats de la Chambre et les journaux, de ce que le premier ministre est en train de faire au Canada.